

lente. Cela donne plus de force au pouvoir exécutif, cela préserve les partis de la tentation de créer des embarras, cela assure plus d'efficacité à l'exécution des mesures jugées nécessaires au salut public. Et il nous paraît que la cohésion du cabinet de coalition dépend, dans une large mesure, de la présence de M. Asquith au poste de premier ministre.

Une des questions qui donnent le plus de préoccupation au gouvernement, à l'heure actuelle, est celle de la conscription. Va-t-on être obligé de recourir à ce moyen rigoureux, inusité en Angleterre, pour remplir les cadres des armées britanniques ? On ne semble pas encore s'y être déterminé, mais on en parle sans cesse dans la presse et dans le parlement. Evidemment on n'essaiera de faire adopter cette mesure que si le système du volontariat ne donne pas les résultats voulus. Le gouvernement a fait un dernier effort en plaçant lord Derby à la tête de l'organisation chargée du recrutement volontaire.

La question financière continue aussi à solliciter l'attention du parlement. Le chancelier de l'échiquier a présenté un bill pour sanctionner l'emprunt contracté conjointement, aux Etats-Unis, par la France et l'Angleterre. Du point de vue économique, cet emprunt est un des plus grands succès remportés par les Alliés, depuis le commencement de la guerre. Cette vaste opération avait surtout pour objet d'obvier aux inconvénients du transfert d'Europe en Amérique des valeurs requises pour solder les immenses commandes d'armes, de munitions et de denrées, faites par les Alliés aux Etats-Unis. Une commission anglo-française s'est rendue à New-York pour négocier l'emprunt. Après délibération, on a résolu d'en fixer le chiffre à deux milliards cinq cent mille francs, soit un demi-milliard de piastres. Malgré une campagne acharnée, menée par les germanophiles américains et par les agents de l'Allemagne et de l'Autriche, l'emprunt a réussi.